



## IARPA, de nouveaux moyens US pour surveiller l'Amérique Latine et le monde

Par [J. Patrice McSherry](#)

Mondialisation.ca, 02 novembre 2011

[Página 12](#) 2 novembre 2011

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Services de renseignements](#)

Le gouvernement des Etats-Unis assemble des données des réseaux sociaux et les stocke dans une base de données. Le nouveau projet de superordinateurs relève d'un organisme peu connu, *Intelligence Advanced Research Projects Activity* (Iarpa), qui fonctionne sous la direction du directeur du Renseignement National des Etats-Unis.



Avec l'appui technique de plusieurs universités étasuniennes, le gouvernement des États-Unis veut utiliser l'information « publique » que les utilisateurs mettent sur *Facebook*, *Twitter*, *sites web*, *webcams*, *blogs* et autres médias sociaux pour accumuler une énorme base de données avec l'intention de prévenir tant les crises politiques, c'est-à-dire, révolutions, instabilité ou explosions sociales, que les crises économiques. Comme le « [Projet Camelot](#) » des années 60, ce projet de surveillance et d'espionnage sera dirigé vers l'Amérique Latine.

Le nouveau projet relève d'un organisme peu connu, [Intelligence Advanced Research Projects Activity](#) (Iarpa), qui fonctionne sous la direction du directeur du Renseignement National des Etats-Unis. Le projet copiera, automatiquement, au moyen de superordinateurs, des données de 21 pays d'Amérique Latine, pour une période de trois ans qui commencerait en 2012. Il y a un projet similaire pour l'Afghanistan, mené par [Darpa](#) (l'organisation militaire « sœur », du Pentagone) pour identifier des réseaux sociaux de terroristes potentiels dans ce pays.

En 1964, le Bureau de Recherche et développement de l'armée des États-Unis a parrainé le « *Projet Camelot* », qui fut un effort de recompilation d'information dans le contexte de stratégie de contre-insurrection. *Camelot* a été conçu, originellement, pour avoir une

couverture large, comprenant des pays en développement dans le monde entier. Cependant, le projet a été mis en application seulement au Chili et pas longtemps.

Les objectifs évidents du projet étaient « de dessiner des procédés pour évaluer le potentiel de que se développe une guerre interne à l'intérieur des sociétés nationales » et « identifier... quelles actions un gouvernement pouvait développer pour calmer les conditions favorables à celle-ci ». Sous le camouflage fourni d'un projet universitaire de sciences du comportement, qui se situait au *Bureau d'Investigation d'Opérations Spéciales de l'American University* (financée par l'armée), *Camelot* était un projet caché de renseignement. Un général de l'armée des Etats-Unis a affirmé que le projet précité « nous aiderait à prédire l'utilisation potentielle de l'armée des Etats-Unis dans n'importe quel cas où la situation pouvait déborder ».

Au Chili, *Camelot* fut présenté comme une enquête universitaire, cachant sa relation avec le Pentagone. Les enquêteurs ont interrogé des Chiliens de tous les secteurs de la société pour établir leurs croyances politiques, leurs engagements avec la démocratie et d'autres informations personnelles et politiques. Selon une chilienne qui a été interviewée, chaque personne a été ensuite classé dans une catégorie en fonction du niveau de danger ou de « potentiel subversif ». Quand cette personne essayait d'obtenir ensuite un visa pour les États-Unis, les autorités US avaient une fiche complète sur elle, avec toute l'information supposée confidentielle qu'elle avait remplie dans le formulaire.

Les bases de données de *Camelot* ont aussi été utilisées pour la guerre psychologique. Elles ont servi à influencer sur les attitudes politiques et, de cette façon, à manipuler certaines élections clefs. La CIA a numérisé les données compilées par *Camelot* et elle les a analysées et les a utilisées pour faire d'effrayantes annonces anticomunistes pendant la campagne électorale de 1964 d'Eduardo Frei, candidat démocrate-chrétien, contre le gauchiste Salvador Allende. Par exemple, on a dit aux femmes que, Allende élu, leurs enfants seraient envoyés à Cuba et leurs époux dans des camps de concentration. La nature anti-insurrection du « *Projet Camelot* » fut découverte par le gouvernement chilien et il fut arrêté en 1965, après des audiences tant au Congrès du Chili qu'à celui des États-Unis.

Ce n'est pas la première fois que dans une époque récente le gouvernement des Etats-Unis a accumulé de grandes quantités de données dans des projets de *data mining* (extraction massive de données). Pendant l'administration de George Bush, le *National Security Agency* a commencé l'extraction de données de millions de citoyens des États-Unis – appels téléphoniques, courriers électroniques, fax et autres sources – dans un programme secret sans autorisation judiciaire, soit disant pour découvrir et surveiller des membres potentiels de réseaux terroristes. L'administration précitée a aussi essayé de mettre en application un autre énorme projet, qui s'est appelé « [Total Information Awareness](#) », pour accumuler une base de données pour chercher des modèles de conduite ou de tendances dans les courriers, appels téléphoniques, transactions financières, information sur les visas, et cetera, soit disant pour identifier des ennemis. Ce programme a été rejeté par le Congrès après qu'une réaction très négative du public ait eu lieu.

Ce type de projet a des implications extrêmement inquiétantes pour les citoyens, tant d'Amérique Latine que des États-Unis et de tout autre pays dans le monde. C'est le point de départ pour une surveillance massive de toute la population, à travers sa vie personnelle et sociale, violant sa liberté personnelle et ses droits. L'idée que des organisations de renseignement et des militaires surveillent et procèdent au suivi des citoyens – tous soupçonnés – pour prévenir des actes de violence dans l'avenir est autoritaire et *orwellian*,

et évoque la doctrine de sécurité nationale. L'appareil de sécurité nationale des Etats-Unis semble s'étendre et s'amplifier hors de contrôle, avec des projets de plus en plus intrusifs et antidémocratiques. Maintenant que les citoyens dans beaucoup de pays sont de plus en plus indignés par leurs systèmes respectifs et recourent à des actes de protestation pour exiger des changements économiques, sociaux et politiques, il devient nécessaire de connaître et de défier ce type de projets.

[J. Patrice McSherry](#) \*

\* Directrice du Programme d'Études sur l'Amérique latine et les Caraïbes à Long Island University, Brooklyn.

Auteur de : « Les États Prédateurs : Opération Condor et la Guerre Cachée en Amérique Latine. »

Titre original : « De nouveaux moyens pour surveiller l'Amérique Latine »

[Página 12](#). Buenos Aires, le 30 octobre 2011.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

[El Correo](#). Paris, le 31 octobre 2011.

La source originale de cet article est [Página 12](#)  
Copyright © [J. Patrice McSherry](#), [Página 12](#), 2011

Articles Par : [J. Patrice McSherry](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)